

Rapport de gestion

Le 11 novembre 2021

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2021 et 2020. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes annexes pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 ainsi qu'à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2021 et 2020. Veuillez vous reporter au communiqué de presse de Pages Jaunes Limitée présentant ses résultats pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2021, publié le 12 novembre 2021. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <https://entreprise.pj.ca/fr>. Les communiqués de presse sont accessibles sur le site de SEDAR et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et l'information présentée dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états financiers.

Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens. Veuillez vous reporter à la section « Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats » pour obtenir la liste des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des indicateurs de performance clés.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation de la performance.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca) (dissoute au 30 septembre 2020), YPG (USA) Holdings, Inc. et Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC, ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)].

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière et des résultats d'exploitation et des activités de PJ (y compris, sans s'y limiter, du versement d'un dividende en trésorerie par action par trimestre à ses actionnaires ordinaires, du nombre d'actions rachetées par la Société dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et de l'intention de limiter le montant des rachats à 16,0 M\$). Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles, en date du 11 novembre 2021, au sujet de nos activités et des marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur plusieurs hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées ou sous-entendues dans cette information et ces déclarations prospectives et que nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires ne soient pas réalisés ou atteints. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que l'une ou l'autre de nos déclarations prospectives se réalisera et nous mettons en garde le lecteur contre le risque que représente le fait de s'appuyer sur ces déclarations prospectives. L'information et les déclarations prospectives qui figurent dans le présent rapport de gestion sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties à comprendre nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires. Le lecteur est donc mis en garde contre le fait que cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas davantage de façon importante et la reprise s'accroîtra à mesure que les restrictions d'activités imposées en raison de la pandémie de COVID-19 continueront d'être levées.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir des produits et services qui nous aideront à soutenir notre clientèle et amélioreront les produits moyens par client.
- La baisse des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à 25 % par année.
- Les marges bénéficiaires brutes ne diminueront pas significativement des niveaux actuels.

- Les réductions continues des dépenses atténueront l'incidence sur les flux de trésorerie de la baisse des produits.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse selon laquelle aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétisera.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et la performance d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties de résultats ou de performances futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou cette performance seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou la performance réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Un taux de diminution plus marqué que prévu des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits de marketing et de médias numériques.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients.
- Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques de la Société à marge moins élevée, comme les services et la vente.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de conserver du personnel clé.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties.
- Des actions en justice ayant gain de cause contre la Société.
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.
- Les incidences de la COVID-19 sont imprévisibles.
- L'écllosion ou l'intensification d'une maladie contagieuse pourrait avoir une incidence négative plus importante que prévu sur les activités de la Société.

Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté » et « marge sur BAIIA ajusté »)

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini aux présentes comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures de la performance conformes aux normes IFRS et ils ne sont pas considérés comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer la performance de Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que des autres provenances et utilisations des flux de trésorerie, qui sont présentées à la page 15 de ce rapport de gestion.

Le BAIIA ajusté est calculé comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté en tant que BAIIA ajusté en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la performance de nos activités, car ils reflètent la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société à assurer le service de sa dette et à satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing, ainsi que pour évaluer la performance d'une entreprise.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement sont des mesures financières non conformes aux normes IFRS et n'ont pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Nous définissons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme le BAIIA ajusté, tel qu'il est défini ci-dessus, moins les dépenses d'investissement, que nous définissons comme les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, présentées dans la section « Activités d'investissement » des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie de la Société. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement en tant que BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer la performance de nos activités, car ils reflètent les flux de trésorerie provenant de nos activités commerciales. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer la performance des entreprises de notre secteur. Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

La mesure financière conforme aux normes IFRS qui s'apparente le plus au BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini ci-dessus comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Pour un rapprochement du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement, se reporter à la page 9 du présent rapport de gestion.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et produits et services offerts aux clients
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Hypothèses et estimations critiques
5. Risques et incertitudes
6. Contrôles et procédures

1. Activités et produits et services offerts aux clients

Nos activités

Pages Jaunes, l'un des principaux fournisseurs de solutions de marketing et de médias numériques au Canada, offre des outils ciblés aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

Produits et services offerts aux clients

Pages Jaunes offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique, la production vidéo, des solutions de commerce en ligne ainsi que la publicité imprimée. L'effectif de vente et l'équipe de service à la clientèle de la Société, qui comptent environ 300 professionnels dévoués, offrent cette gamme complète de solutions de marketing aux entreprises locales partout au pays, tout en répondant aux besoins changeants de sa clientèle existante, qui compte 108 800 PME.

Médias

Les médias de la Société, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir des entreprises dans leurs quartiers, dans les marchés verticaux des services et du commerce de détail. La description des médias numériques de la Société est fournie ci-dessous.

- PJ^{MC} – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (« C411 ») – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- La Société est l'éditeur officiel des annuaires de Bell, de TELUS, de Bell Aliant, de MTS Allstream et d'un certain nombre d'autres entreprises de téléphonie titulaires.
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales.

Principales données analytiques

Le succès de notre entreprise est tributaire du ralentissement du taux de diminution des produits (par une « accentuation de la courbe des produits ») et de l'amélioration continue de l'efficacité opérationnelle et des dépenses d'exploitation et d'investissement. Notre réussite à long terme dépend de la croissance ou de la stabilité des produits tirés des médias et solutions numériques ainsi que de la rétention et de la croissance de notre clientèle. Les principales données analytiques pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 comprennent les éléments suivants :

- Total des produits : le total des produits a diminué de 11,7 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 70,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, une amélioration par rapport à la baisse de 15,5 % enregistrée au trimestre précédent.
- Produits tirés des médias et solutions numériques : les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 10,3 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 55,0 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, une amélioration par rapport à la baisse de 13,6 % enregistrée au trimestre précédent.
- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté a diminué pour se chiffrer à 26,6 M\$, ou 37,5 % des produits, pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, comparativement à 27,3 M\$, ou 34,0 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement : le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué pour se chiffrer à 25,3 M\$, ou 35,7 % des produits, pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, comparativement à 26,0 M\$, ou 32,4 % des produits, pour le trimestre clos le 30 septembre 2020.
- Nombre de clients¹ et produits moyens par client² : le nombre de clients de PJ a diminué pour s'établir à 108 800 clients pour la période de douze mois close le 30 septembre 2021, comparativement à 132 100 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente un recul de 23 300 clients pour la période de douze mois close le 30 septembre 2021, comparativement à un recul de 29 900 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits moyens par client de PJ pour la période de douze mois close le 30 septembre 2021 se sont chiffrés à 2 583 \$ comparativement à 2 536 \$ pour la période de douze mois close le 30 septembre 2020, ce qui représente une augmentation de 1,9 %, essentiellement attribuable à la hausse des dépenses par client pour les médias numériques.
- Effectif³ : L'effectif a diminué pour s'établir à 652 employés au 30 septembre 2021, comparativement à 698 employés au 30 septembre 2020. L'effectif de vente a augmenté de 27 employés alors que l'effectif autre que de vente a diminué de 73 employés.

¹ Le nombre de clients correspond au nombre de clients qui, à la fin de la période de présentation de l'information financière, avaient eu recours à l'un de nos produits pour leur publicité au cours des douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

² Les produits moyens par client correspondent à la moyenne des produits tirés des contrats par client de PJ sur les douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

³ La Société définit l'effectif comme le nombre total d'employés excluant les employés en congé d'invalidité de courte durée et de longue durée ou en congé de maternité.

2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour le troisième trimestre de 2021 par rapport à la période correspondante de 2020. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris certaines mesures qui ne sont pas conformes aux normes IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion et elles constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

Faits saillants

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 30 septembre	2021	2020
Produits	70 920 \$	80 281 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	26 617 \$	27 312 \$
Marge sur BAIIA ajusté	37,5 %	34,0 %
Bénéfice net	13 747 \$	9 041 \$
Bénéfice de base par action	0,52 \$	0,34 \$
Dépenses d'investissement	1 269 \$	1 340 \$
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	25 348 \$	25 972 \$
Marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	35,7 %	32,4 %
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	24 685 \$	32 739 \$

Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	% des		% des		% des		% des	
	2021	produits	2020	produits	2021	produits	2020	produits
Produits	70 920 \$		80 281 \$		219 022 \$		256 869 \$	
Coût des produits vendus	28 787	40,6 %	32 480	40,5 %	88 185	40,3 %	97 544	38,0 %
Marge brute	42 133	59,4 %	47 801	59,5 %	130 837	59,7 %	159 325	62,0 %
Autres coûts d'exploitation	15 516	21,9 %	20 489	25,5 %	53 197	24,3 %	57 522	22,4 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	26 617	37,5 %	27 312	34,0 %	77 640	35,4 %	101 803	39,6 %
Amortissements	5 058	7,1 %	6 624	8,3 %	15 078	6,9 %	21 415	8,3 %
Frais de restructuration et autres charges	1 423	2,0 %	4 461	5,6 %	2 679	1,2 %	7 910	3,1 %
Bénéfice d'exploitation	20 136	28,4 %	16 227	20,2 %	59 883	27,3 %	72 478	28,2 %
Charges financières, montant net	1 132	1,6 %	4 196	5,2 %	8 129	3,7 %	12 498	4,9 %
Perte au remboursement anticipé de la dette	–	–	–	–	7 764	3,5 %	–	–
(Profit) perte à la vente d'une entreprise	–	–	(79)	n.s.	–	–	423	0,2 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	19 004	26,8 %	12 110	15,1 %	43 990	20,1 %	59 557	23,2 %
Charge d'impôt sur le résultat	5 257	7,4 %	3 069	3,8 %	12 090	5,5 %	16 074	6,3 %
Bénéfice net	13 747 \$	19,4 %	9 041 \$	11,3 %	31 900 \$	14,6 %	43 483 \$	16,9 %
Bénéfice de base par action	0,52 \$		0,34 \$		1,21 \$		1,63 \$	
Bénéfice dilué par action	0,51 \$		0,34 \$		1,19 \$		1,52 \$	

Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés

Le président et chef de la direction est le principal décideur opérationnel et il utilise le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »), moins les dépenses d'investissement, pour évaluer le rendement. Le président et chef de la direction examine également les produits en fonction de produits et services comparables, comme les médias imprimés et les médias numériques.

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
Médias numériques	54 973 \$	61 305 \$	(10,3) %	167 673 \$	193 348 \$	(13,3) %
Médias imprimés	15 947	18 976	(16,0) %	51 349	63 521	(19,2) %
Total des produits	70 920 \$	80 281 \$	(11,7) %	219 022 \$	256 869 \$	(14,7) %

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2021, le total des produits a diminué de 9,4 M\$, ou 11,7 %, pour s'établir à 70,9 M\$, comparativement à 80,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, les produits ont diminué de 14,7 % pour s'établir à 219,0 M\$, comparativement à 256,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 est essentiellement attribuable au recul de nos médias numériques et médias imprimés à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée, ce qui a exercé une pression sur nos marges bénéficiaires brutes.

Au troisième trimestre de 2021, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 10,3 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 55,0 M\$, comparativement à 61,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 13,3 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 167,7 M\$, comparativement à 193,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 est principalement attribuable à une diminution du nombre de clients des médias numériques, partiellement contrebalancée par une hausse des dépenses par client.

Au troisième trimestre de 2021, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 16,0 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 15,9 M\$, comparativement à des produits tirés des médias imprimés de 19,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 19,2 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 51,3 M\$. La baisse des produits est essentiellement attribuable à une diminution du nombre de clients des médias imprimés et à une baisse des dépenses par client.

Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	2021	% des produits	2020	% des produits	Variation en %	2021	% des produits	2020	% des produits	Variation en %
Total de la marge brute	42 133 \$	59,4 %	47 801 \$	59,5 %	(11,9) %	130 837 \$	59,7 %	159 325 \$	62,0 %	(17,9) %

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, la marge brute a totalisé 42,1 M\$, ou 59,4 % des produits, comparativement à 47,8 M\$, ou 59,5 % des produits. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, la marge brute a diminué pour s'établir à 130,8 M\$, ou 59,7 % du total des produits, comparativement à 159,3 M\$, ou 62,0 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 ainsi que la diminution de la marge brute en pourcentage des produits pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 découlent des pressions exercées par une baisse globale des produits, d'un changement dans la composition des produits et des investissements dans notre effectif de télévente, contrebalancés en partie par des optimisations et des réductions de coûts continues. Les résultats du troisième trimestre de 2020 ont subi l'incidence de la reprise des dépenses pour la réalisation des campagnes suspendues en raison de la pandémie de COVID-19. Par conséquent, la marge brute en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 est demeurée stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	2021	% des produits	2020	% des produits	Variation en %	2021	% des produits	2020	% des produits	Variation en %
Total du BAIIA ajusté	26 617 \$	37,5 %	27 312 \$	34,0 %	(2,5) %	77 640 \$	35,4 %	101 803 \$	39,6 %	(23,7) %

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, le BAIIA ajusté a totalisé 26,6 M\$, comparativement à 27,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAIIA ajusté a augmenté pour s'établir à 37,5 % au troisième trimestre de 2021, comparativement à 34,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, le BAIIA ajusté a diminué de 24,2 M\$, ou 23,7 %, pour s'établir à 77,6 M\$, ou 35,4 % des produits, comparativement à 101,8 M\$, ou 39,6 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 est attribuable aux pressions exercées sur les produits, aux investissements dans notre effectif de télévente, ainsi qu'à l'incidence du cours de l'action de la Société sur la charge de rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie et de la baisse des subventions salariales reçues, facteurs partiellement contrebalancés par l'efficacité découlant de l'optimisation du coût des produits vendus et par des réductions des autres coûts d'exploitation, y compris des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des espaces de bureaux de la Société et des autres dépenses au sein de la Société. La variation du cours de l'action de PJ a donné lieu à un recouvrement de 0,1 M\$ et à une charge additionnelle de 3,8 M\$ au titre de la rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie pour le troisième trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, respectivement, comparativement à une charge de 3,5 M\$ et de 2,7 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, respectivement. La Société a reçu des subventions salariales d'urgence de 1,0 M\$ au cours du troisième trimestre, pour un total de 4,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, comparativement à 1,2 M\$ et 6,0 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020. En outre, les résultats du troisième trimestre de 2020 ont subi l'incidence de la reprise des dépenses pour la réalisation des campagnes suspendues en raison de la pandémie de COVID-19. Les pressions exercées sur les produits, de même que l'augmentation de l'effectif de vente, contrebalancées en partie par les optimisations continues, continueront d'exercer une certaine pression sur la marge au cours des prochains trimestres.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	2021	2020	Variation en %	2021	2020	Variation en %
BAIIA ajusté	26 617 \$	27 312 \$	(2,5) %	77 640 \$	101 803 \$	(23,7) %
Dépenses d'investissement	1 269	1 340	(5,3) %	3 854	4 099	(6,0) %
Total du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	25 348 \$	25 972 \$	(2,4) %	73 786 \$	97 704 \$	(24,5) %
Marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	35,7 %	32,4 %		33,7 %	38,0 %	

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a totalisé 25,3 M\$, comparativement à 26,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 23,9 M\$, ou 24,5 %, pour s'établir à 73,8 M\$, comparativement à 97,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 s'explique principalement par le fait que le BAIIA ajusté a diminué, alors que les dépenses d'investissement ont été relativement stables d'un exercice à l'autre.

Amortissements

Les amortissements ont diminué pour s'établir à 5,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, comparativement à 6,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et ont diminué pour s'établir à 15,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, comparativement à 21,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse des dépenses liées au développement de logiciels au cours des périodes récentes.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	2021	2020	2021	2020
Indemnités, avantages et remplacement externe	1 048 \$	417 \$	2 472 \$	1 969 \$
Perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	374	4 135	198	6 264
Autres frais (recouvrements)	1	(91)	9	(323)
Total des frais de restructuration et autres charges	1 423 \$	4 461 \$	2 679 \$	7 910 \$

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 1,4 M\$ au cours du trimestre clos le 30 septembre 2021, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 1,0 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre et une charge de 0,5 M\$ liée aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location relatifs à des espaces de bureaux auparavant vacants, contrebalancés en partie par un recouvrement de 0,1 M\$ lié à la sous-location d'espaces de bureaux auparavant vacants. Des frais de restructuration et autres charges de 4,5 M\$ ont été comptabilisés pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 0,4 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 2,1 M\$ relative aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux et une charge de 2,0 M\$ liée à la perte de valeur des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation relative à des espaces de bureaux vacants.

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 2,7 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 2,5 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre et une charge de 0,3 M\$ lié aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location relatifs à des espaces de bureaux auparavant vacants, contrebalancés en partie par un recouvrement de 0,1 M\$ lié à la sous-location d'espaces de bureaux auparavant vacants. Des frais de restructuration et autres charges de 7,9 M\$ ont été comptabilisés pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 2,0 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 3,2 M\$ relative aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux et une charge de 3,7 M\$ liée aux cessions d'immobilisations corporelles et à la perte de valeur des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation relative à des espaces de bureaux vacants, contrebalancés en partie par un recouvrement de 1,0 M\$ lié à la résiliation d'un contrat de location.

Charges financières

Les charges financières ont diminué pour s'établir à 1,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, comparativement à 4,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et elles ont diminué pour s'établir à 8,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, comparativement à 12,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution est principalement attribuable à la baisse des intérêts en raison du remboursement intégral des débetures échangeables le 31 mai 2021.

Perte au remboursement anticipé de la dette

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé une perte au remboursement anticipé de la dette de 7,8 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, qui comprend une perte de 4,8 M\$ liée au remboursement anticipé des débetures échangeables et une perte de 3,0 M\$ liée à la décomptabilisation de l'option de rachat des débetures échangeables.

Charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 était de 26,4 % et de 26,6 % pour les périodes correspondantes de 2020. La Société a comptabilisé une charge de 5,3 M\$ et de 12,1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, respectivement, comparativement à une charge de 3,1 M\$ et de 16,1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, respectivement.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2021 et 2020 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

Bénéfice net

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, le bénéfice net a augmenté pour s'établir à 13,7 M\$, comparativement à 9,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, le bénéfice net a diminué pour s'établir à 31,9 M\$, comparativement à 43,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de 4,7 M\$ du bénéfice net pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent s'explique principalement par la baisse du BAIIA ajusté et par la hausse de la charge d'impôt sur le résultat, qui ont été plus que contrebalancées par la diminution des amortissements, des frais de restructuration et autres charges et des charges financières. La baisse de 11,6 M\$ du bénéfice net pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent s'explique principalement par la baisse du BAIIA ajusté et par la perte au remboursement anticipé de la dette, partiellement contrebalancées par la diminution des amortissements, des frais de restructuration et autres charges, des charges financières et de la charge d'impôt sur le résultat.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Le tableau suivant présente les principales données financières consolidées de Pages Jaunes pour les huit plus récents trimestres.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2021			2020			2019	
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Total des produits	70 920 \$	74 588 \$	73 514 \$	76 669 \$	80 281 \$	88 280 \$	88 308 \$	93 507 \$
Coûts d'exploitation	44 303	50 148	46 931	49 030	52 969	46 352	55 745	58 751
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	26 617	24 440	26 583	27 639	27 312	41 928	32 563	34 756
Marge sur BAIIA ajusté	37,5 %	32,8 %	36,2 %	36,0 %	34,0 %	47,5 %	36,9 %	37,2 %
Amortissements	5 058	4 928	5 092	6 249	6 624	7 190	7 601	8 678
Frais de restructuration et autres charges	1 423	200	1 056	221	4 461	134	3 315	5 719
Bénéfice d'exploitation	20 136	19 312	20 435	21 169	16 227	34 604	21 647	20 359
Charges financières, montant net	1 132	3 202	3 795	2 014	4 196	4 121	4 181	7 360
Perte au remboursement anticipé de la dette	–	7 764	–	–	–	–	–	–
(Profit) perte à la vente d'entreprises	–	–	–	–	(79)	4	498	10
Bénéfice avant impôt sur le résultat	19 004	8 346	16 640	19 155	12 110	30 479	16 968	12 989
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	5 257	2 328	4 505	2 340	3 069	8 440	4 565	(40 608)
Bénéfice net	13 747 \$	6 018 \$	12 135 \$	16 815 \$	9 041 \$	22 039 \$	12 403 \$	53 597 \$
Bénéfice de base par action	0,52 \$	0,23 \$	0,46 \$	0,63 \$	0,34 \$	0,83 \$	0,47 \$	2,02 \$
Bénéfice dilué par action	0,51 \$	0,22 \$	0,44 \$	0,58 \$	0,34 \$	0,73 \$	0,44 \$	1,70 \$

3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Trésorerie	103 565 \$	153 492 \$
Débiteures échangeables	–	101 115
Obligations liées à des contrats de location	50 637	52 874
Total de la dette	50 637 \$	153 989 \$
Capitaux propres	82 157	29 301
Total du capital investi	132 794 \$	183 290 \$
Ratio du total de la trésorerie déduction faite de la dette sur le total du capital investi	39,9 %	S.O. %

Au 30 septembre 2021, le total de la trésorerie de Pages Jaunes, déduction faite de la dette, se chiffrait à 52,9 M\$, comparativement à (0,5) M\$ au 31 décembre 2020.

Emprunt garanti par des actifs

La Société, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, détient un emprunt garanti par des actifs dont l'échéance est en août 2022 et le total des engagements, de 25,0 M\$. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5,0 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 30 septembre 2021, le ratio de couverture des charges fixes de la Société était de 0,7 fois. La Société avait des lettres de crédit de 2,8 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs et une insuffisance de 3,5 M\$ au titre des biens affectés en garantie admissibles. Par conséquent, une tranche de 13,7 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 30 septembre 2021.

Au 30 septembre 2021, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Débiteures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débiteures échangeables subordonnées de premier rang (les « débiteures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022.

Les intérêts sur les débiteures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débiteures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débiteures échangeables additionnelles.

Rachat optionnel

La Société avait l'option de racheter la totalité ou une partie des débiteures échangeables, sur préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué à compter du 31 mai 2021.

Le 31 mai 2021, la Société a remboursé intégralement le montant en capital de 107,0 M\$ de ses débetures échangeables, à leur valeur nominale, en plus des intérêts courus et impayés.

L'option de rachat des débetures échangeables correspondait à la définition d'un dérivé incorporé et a été comptabilisée à la juste valeur dans les actifs financiers et autres actifs des états consolidés intermédiaires de la situation financière, et les variations de la juste valeur ont été comptabilisées dans les charges financières. Le 31 mai 2021, à la suite du remboursement anticipé de la dette, la Société a décomptabilisé le dérivé incorporé de 3,0 M\$, qui a été inclus dans la perte au remboursement anticipé de la dette. Au 31 décembre 2020, la juste valeur du dérivé incorporé était de 2,6 M\$.

Le 20 avril 2020, la Société a conclu une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat de ses débetures échangeables d'un montant en capital maximal de 6,6 M\$ aux fins d'annulation au plus tard le 19 avril 2021. Au 19 avril 2021, PJ avait racheté des débetures échangeables en vertu de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'une valeur comptable de 52 000 \$ en trésorerie et d'une valeur nominale de 56 000 \$. Les rachats ont été effectués conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours en vigueur du marché au moment de l'acquisition.

Situation de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long terme pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de sa dette en cours. Au 30 septembre 2021, la trésorerie de la Société se chiffrait à 103,6 M\$ et un montant de 13,7 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Données sur les actions

Données sur les actions en circulation

	Au 11 novembre 2021	Au 30 septembre 2021	Au 31 décembre 2020
Actions ordinaires en circulation	27 658 161	27 682 705	27 828 906
Débetures échangeables en circulation ¹	–	–	5 621 481
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 483	2 995 483	2 995 484
Options sur actions en circulation ²	2 340 910	2 340 910	2 717 779

¹ Au 31 décembre 2020, le montant en capital des débetures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,0 M\$. Ce montant pouvait être échangé contre 5 621 481 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables. Ces débetures échangeables ont été remboursées le 31 mai 2021.

² Le solde des options sur actions en circulation de 2 340 910 au 11 novembre et au 30 septembre 2021 comprend 8 016 options sur actions pouvant être exercées à ces dates. Le solde des options sur actions en circulation de 2 717 779 au 31 décembre 2020 ne comprenait aucune option sur actions pouvant être exercée à cette date.

La Société a conclu une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, débutant le 10 août 2020, visant le rachat d'actions ordinaires d'un montant maximal de 5,0 M\$ sur le marché libre aux fins d'annulation au plus tard le 9 août 2021. La Société a mené à terme cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 16 juillet 2021 après avoir atteint le montant maximal de 5,0 M\$.

Le 5 août 2021, la Société a annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités débutant le 10 août 2021 afin de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 5 % des actions en circulation de la Société au plus tard le 9 août 2022. Cependant, la Société a l'intention de limiter à 16,0 M\$ le montant total des rachats en vertu de la nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Au 30 septembre 2021, la Société avait racheté 28 357 actions ordinaires en vertu de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour un montant en trésorerie de 0,4 M\$.

Politique en matière de dividendes

Le 12 mai 2021, le conseil d'administration de la Société (le « conseil ») a modifié sa politique en matière de dividendes visant à verser un dividende trimestriel en trésorerie à ses actionnaires ordinaires, en augmentant le dividende de 0,11 \$ par action à 0,15 \$ par action. La politique de distribution de dividendes de PJ et la déclaration de dividendes sur toute action ordinaire en circulation de la Société sont déterminées au gré du conseil d'administration et, par conséquent, rien ne garantit que la politique de distribution de dividendes sera maintenue ni que des dividendes seront déclarés. Les décisions à l'égard des dividendes continueront de dépendre des activités et des résultats financiers de PJ, que le conseil d'administration évaluera chaque trimestre, et qui sont pour leur part assujettis à différents risques et hypothèses, dont ceux mentionnés dans le présent rapport de gestion.

La Société a versé un dividende en trésorerie sur actions ordinaires de 2,9 M\$, soit 0,11 \$ par action ordinaire, au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2021. La Société a versé un dividende en trésorerie sur actions ordinaires de 4,0 M\$, soit 0,15 \$ par action ordinaire, au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2021. La Société a versé un dividende en trésorerie sur actions ordinaires de 3,9 M\$, soit 0,15 \$ par action ordinaire, au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2021.

Le 11 novembre 2021, le conseil d'administration a déclaré un dividende en trésorerie de 0,15 \$ par action ordinaire, payable le 15 décembre 2021 aux actionnaires inscrits le 26 novembre 2021. Les dividendes trimestriels futurs seront assujettis à l'approbation du conseil.

Cotisations aux régimes

Au 31 décembre 2019, le solde créditeur de l'exercice précédent du régime de retraite à prestations définies de la Société (le « régime ») était de 7,3 M\$. En 2020, la Société a prélevé un montant de 1,4 M\$ du solde créditeur de l'exercice précédent, réduisant du même coup les paiements en trésorerie requis à l'égard du régime et portant le solde créditeur de l'exercice précédent à 5,9 M\$ au 31 décembre 2020.

En 2021, le total des paiements en trésorerie au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires devrait s'élever à environ 9,5 M\$, ce qui comprend un montant de 4,7 M\$ (trésorerie de 2,0 M\$ et prélèvement de 2,7 M\$ du solde créditeur de l'exercice précédent) pour financer le déficit de liquidation. Le 12 mai 2021, le conseil a approuvé une cotisation facultative supplémentaire en trésorerie de 4,0 M\$ en 2021, afin de porter à 6,0 M\$ les paiements en trésorerie au titre du déficit de liquidation du régime en 2021, dans le cadre d'un plan de réduction du déficit visant à augmenter la probabilité que le régime soit entièrement capitalisé en cas de liquidation d'ici 2030. Le plan de réduction du déficit inclut l'intention d'effectuer des paiements en trésorerie au titre du déficit de liquidation de 6,0 M\$ chaque année jusqu'en 2030. La probabilité d'atteindre un ratio de liquidation de 100 % d'ici 2030 dépend, entre autres, de facteurs impossibles à maîtriser, y compris, notamment, les rendements du marché et les taux d'actualisation. Le conseil évaluera le plan de réduction du déficit chaque année. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, la Société a effectué des paiements totalisant 1,7 M\$ et 2,3 M\$, respectivement, au titre de la cotisation facultative supplémentaire en trésorerie à l'égard du déficit de liquidation du régime.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	2021	2020
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des actifs et des passifs d'exploitation	62 295 \$	84 782 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	13 509	6 778
	75 804 \$	91 560 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(3 798) \$	(3 942) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(56)	(157)
Paiements reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location	272	716
Produit de la vente d'une entreprise	–	1 200
	(3 582) \$	(2 183) \$
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		
Remboursement des débentures échangeables	(107 033) \$	(56) \$
Rachat d'actions ordinaires	(2 130)	(1 109)
Émission d'actions ordinaires	111	–
Paiement au titre des obligations liées à des contrats de location	(2 286)	(2 249)
Dividendes versés	(10 811)	(5 896)
	(122 149) \$	(9 310) \$
(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	(49 927) \$	80 067 \$
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	153 492	44 408
TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	103 565 \$	124 475 \$

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 15,8 M\$, passant de 91,6 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020 à 75,8 M\$, en raison surtout de la baisse de 24,2 M\$ du BAIIA ajusté et de la hausse de 2,5 M\$ de la capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, contrebalancées en partie par une augmentation de 6,7 M\$ de la variation des actifs et des passifs d'exploitation et par une baisse de 3,7 M\$ des paiements au titre des frais de restructuration et autres charges.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 1,4 M\$ d'un exercice à l'autre, ce qui s'explique surtout par le produit à la vente d'une entreprise reçu en 2020.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont augmenté de 112,8 M\$ pour atteindre 122,1 M\$ durant la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, comparativement à 9,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison du remboursement des débentures échangeables de 107,0 M\$, de l'augmentation de 4,9 M\$ des dividendes versés et de la hausse de 1,0 M\$ des rachats d'actions ordinaires au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021.

Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 21 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs et les dettes fournisseurs et autres créditeurs.

À la suite du remboursement des débetures échangeables le 31 mai 2021, l'option de rachat des débetures échangeables a été décomptabilisée et incluse dans la perte au remboursement anticipé de la dette. Au 31 décembre 2020, la juste valeur était de 2,6 M\$. La juste valeur a été établie au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options en fonction des taux et des prix du marché en vigueur à la clôture du trimestre, de même que des données historiques sur la volatilité.

4. Hypothèses et estimations critiques

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément aux normes IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs, de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients, la correction de valeur pour ajustements des produits, la durée des contrats de location, les taux d'actualisation pour les contrats de location, la perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation, les durées d'utilité des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 4 « Hypothèses et estimations critiques » pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019.

Normes comptables

Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées qui ne sont pas encore entrées en vigueur pour les états financiers consolidés

Modifications d'IAS 1, *Présentation des états financiers*

Les modifications d'IAS 1 établissent une approche plus générale à l'égard du classement des passifs, fondée sur l'analyse des contrats existants à la date de clôture. Les modifications clarifient que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants doit être fonction des droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière et harmonisent le libellé de tous les paragraphes concernés pour utiliser le terme « droit » de différer le règlement du passif pour au moins douze mois et indiquer explicitement que seuls les droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière influent sur le classement d'un passif. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 et doivent être appliquées de façon rétrospective. La Société évalue l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers.

Modifications d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*

Le 7 mai 2021, l'IASB a publié *Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique*. Les modifications clarifient le traitement comptable de l'impôt différé dans le cas de transactions qui, lors de la comptabilisation initiale, sont à l'origine de différences temporaires à la fois imposables et déductibles. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est autorisée. La Société évalue l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers.

5. Risques et incertitudes

Se reporter à la section « Risques et incertitudes » de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 et à notre notice annuelle datée du 26 mars 2021 pour obtenir une description complète des facteurs de risque auxquels la Société pourrait être exposée, notamment « Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière » et « L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière ».

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Nos risques et incertitudes sont demeurés inchangés depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, sauf pour ce qui est décrit à la section « Information prospective » du présent rapport de gestion. Pour plus d'informations, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 et à notre notice annuelle datée du 26 mars 2021.

6. Contrôles et procédures

À titre de société ouverte, nous devons prendre les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 30 septembre 2021.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 30 septembre 2021.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} juillet 2021 et clos le 30 septembre 2021, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.